

**FORCES VIVES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**COORDINATION DE LA SOCIETE CIVILE DU TERRITOIRE DE LUBERO**  
**NOYAUX DE LA SOCIETE CIVILE DES GROUPEMENTS TAMA ET ITALA AU SUD-OUEST DU**  
**TERRITOIRE DE LUBERO**

Tél. : 0991836557, 0993486283, 0891150642

E-mail : [sociluit2014@gmail.com](mailto:sociluit2014@gmail.com), [aisekanendu@yahoo.fr](mailto:aisekanendu@yahoo.fr)

---

Luofu, le 02/02/2015

## **Déclaration N°001/FV/SOCIV/G/TA-IT/2015**

**Concerne : Les lenteurs dans le processus de déclenchement des opérations de traque des groupes armés en Territoire de LUBERO**

Nous, forces vives de la société civile du territoire de LUBERO, noyaux des groupements TAMA et ITALA, victimes de toutes sortes des affres perpétrés par des groupes armés, saluons toutes les initiatives de traque des groupes armés par le gouvernement congolais ainsi que le soutien de la communauté internationale en travers la MONUSCO.

En travers cette déclaration, nous réitérons notre soutien aux éléments FARDC et attendons patiemment le déclenchement des opérations militaire de traque des groupes armés nationaux et étrangers qui continuent à semer la terreur et la désolation en territoire de LUBERO, cas des éléments de la milice Union des patriotes Congolais pour la paix (UPCP) fidèles au général dissident KAKULE SIKULI Lafontaine, les forces démocratiques de libération du RWANDA (FDLR) et la milice Ndumana Résistance of Congo (NDC) ayant à sa tête TABO TABERI CHEKA.

En cet effet, nous forces vives de la société civile, pensons que le délai de remise volontaire des armes, accordé à tous les groupes armés jusqu' au 02/01/2015, était suffisant pour manifester la volonté et leur engagement à la paix. Ainsi, considérons non seulement la négligence de ces groupes à déposer les armes, mais aussi les actes qu'ils continuent à perpétrer à l'endroit de la paisible population de LUBERO jour et nuit, en jetant par la révere de main cet ultimatum. Ces groupes résiduels, reconnaissent être concernés par ses opérations militaires et se disent prêts à répondre à l'offensive des éléments FARDC qui tenteront les attaquer dans la zone qu'ils considèrent leur République. Les promesses des opérations militaires faites à ces groupes armés ont augmentées des nombreuses menaces à l'endroit de la population civile dans plusieurs contrées, allant jusqu'à surmonter des stratégies de contre-offensives, et faire fuir certains leaders du milieu et même les règlements des comptes.

En outre, certains éléments FDLR commencent à se vaquer des travaux champêtres pour se confondre dans la population agricultrice, et d'autres se sont déjà éparpillés dans la brousse en abandonna leurs positions.

Eu égard de tout ce qui précède, nous forces vives de la société civile recommandons ce qui suit :

- **Au gouvernement congolais :**
  - ✓ D'appliquer en intégralité l'accord cadre d'Addis-Abeba en vue d'éradiquer tous les groupes armés en RD Congo en général, et plus particulièrement en territoire de Lubero ;
  - ✓ De lancer les opérations militaires contre les éléments FDLR, Mai-Mai de l'UPCP et NDC dans un délai raisonnable ;
  - ✓ De doter aux éléments FARDC des moyens nécessaire pouvant leurs permettre de mener une véritable opération tenant compte du droit humanitaire ;
  - ✓ D'instaurer l'autorité de l'Etat dans les zones occupées par ces groupes et déclarer le territoire de Lubero zone sinistrée ;
  - ✓ D'interdire formellement aux éléments FARDC de collaborer d'une manière ou d'une autre avec les FDLR et autres groupes armés.
- **A la communauté internationale :**
  - ✓ A la MONUSCO : d'appuyer techniquement et mécaniquement les FARDC et assurer correctement sa mission de protection des civils pendant la période de conflit et post-conflit ;
  - ✓ Aux organismes humanitaires internationales : de venir en aide toutes les victimes des crimes affreux, perpétrés par ces groupes armés depuis leurs installations dans la zone ;
  - ✓ A la SADEC : de délocaliser les combattants Hutu Rwandais ainsi que leurs dépendants se trouvant encore dans la cité de KANYABAYONGA sous les yeux de leurs victimes.
- **A la population de Lubero :**
  - De soutenir et accompagner les actions des FARDC et la MONUSCO ;
  - De briser la peur et de dénoncer tout ennemi de la paix, quel qu'en soit son appartenance ;
  - De refuser toutes démarches de natures à octroyer la nationalité congolaise aux combattants HUTU Rwandais ainsi que leurs dépendants, et de courir à toute manifestation pacifique garantie par les lois congolaises.

***La liste des signataires en annexe.***